

CONDITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU SITE INTERNET ET A L'APPLI

(Version du 31.10.2018)

(Commentaire de juillet 2025: La présente version de ce document correspond aux sections A et D du document précédemment publié intitulé «CONDITIONS D'UTILISATION DU SITE INTERNET ET DE L'APPLI ET POLITIQUES DE COOPLE EN MATIÈRE DE PROTECTION DES DONNÉES ET DE COOKIES», et a été séparée en ce document autonome sans modifications matérielles).

1. Le système de Coople

Coople est spécialisée dans le placement de personnel et la location de services et possède toutes les autorisations nécessaires à l'exercice de ces activités.

Par le biais de son site Internet www.coople.com (ci-après «site Internet») ainsi que de l'appli Coople (ci-après «appli»), Coople réunit les entreprises locataires de services et les salariés (ci-après «salariés», «utilisateurs» ou «vous»; par souci de lisibilité, la forme masculine est seule employée ci-après et inclut également la forme féminine). Cette réunion (dite «matching») s'effectue de manière largement automatisée.

Les agents sont chargés d'augmenter le degré de notoriété du site Internet et de l'appli et d'assister les utilisateurs de la plateforme. Chaque agent possède un numéro d'identification personnel.

L'utilisation du site Internet ou de l'appli est gratuite pour les salariés, les entreprises locataires de services et les agents.

Les présentes conditions générales (ci-après «CG») sont réputées acceptées dès lors que l'utilisateur accède au site Internet ou à l'appli. L'utilisateur accepte expressément les présentes CG en cochant la case prévue à cet effet lors de son enregistrement en tant qu'entreprise locataire de services, de salarié ou d'agent.

Les dispositions des CG ne s'appliquent pas uniquement à l'utilisation du site Internet ou de l'appli, mais font partie intégrante de toute relation contractuelle avec Coople.

1.1. Autres dispositions applicables

POLITIQUES EN MATIÈRE DE PROTECTION DES DONNÉES ET DE COOKIES

L'utilisation du présent site Internet ou de l'appli est soumise aux dispositions complémentaires suivantes:

Notre Politique en matière de protection des données («Privacy Policy») contient les dispositions que nous appliquons dans le cadre du traitement des données personnelles que nous enregistrons au sujet des utilisateurs, des salariés ou des entreprises locataires de services. En utilisant le site Internet ou l'appli, toutes les parties concernées acceptent ce traitement et garantissent que toutes les données qu'elles fournissent sont exactes.

Notre Politique en matière de cookies contient les renseignements relatifs aux cookies mis en œuvre sur le site Internet ou l'appli. En utilisant le site Internet ou l'appli, les utilisateurs, salariés et entreprises locataires de services, confirment qu'ils respectent les dispositions de cette Politique.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU CONTRAT DE LOCATION DE SERVICES ET AU CONTRAT DE MISSION

La fourniture de nos prestations est soumise aux dispositions complémentaires suivantes:

- Les Dispositions générales relatives au contrat de mission s'appliquent aux utilisateurs enregistrés en tant que salariés sur notre site Internet ou sur l'appli (ci-après «salariés»).
- Les Dispositions générales relatives au contrat de location de services s'appliquent aux entreprises locataires de services enregistrées sur notre site Internet ou sur l'appli (ci-après «entreprise locataire de services»).
- Toutes les autres conditions générales applicables à nos services

(ci-après «Dispositions générales relatives au contrat de mission» ou «Dispositions générales relatives au contrat de location de services»)

2. Qui a le droit d'utiliser le site Internet et l'appli et de faire appel aux services de Coople?

2.1. Généralités

Le site Internet et l'appli sont destinés uniquement aux personnes physiques et morales, aux sociétés de personnes et aux collectivités ayant leur domicile/siège en Suisse.

Le site Internet et l'appli ne sont pas destinés aux personnes qui dépendent d'un ordre juridique interdisant la publication et/ou l'accès au site Internet ou à l'appli, que ce soit en raison de leur nationalité, de leur domicile ou pour d'autres motifs. Si l'une des conditions n'est pas ou plus remplie, Coople a le droit de refuser sans délai l'accès au site Internet et à l'appli sans indiquer de motif.

2.2. Dispositions relatives aux salariés

L'utilisateur qui s'enregistre en tant que salarié sur le site Internet ou sur l'appli est lui-même responsable de l'obtention des documents et autorisations nécessaires pour pouvoir travailler en Suisse. En acceptant une mission, le salarié confirme en outre qu'il est en possession d'un passeport suisse ou qu'il possède une autorisation d'établissement C ou un permis de travail valide au moment de la mission.

Si Coople constate que, contrairement aux indications fournies, les conditions précitées ne sont pas remplies, elle bloquera immédiatement l'accès du salarié au site Internet et à l'appli et informera les autorités compétentes.

Tout changement, notamment le retrait ou la non-prolongation du permis de travail, doit être communiqué immédiatement à Coople. Si le salarié manque à ce devoir d'information ou se présente au travail sans permis de travail valide, il sera redevable à Coople d'une pénalité contractuelle de CHF 2'000.-. Dans les deux cas, Coople se réserve le droit de faire valoir tout autre préjudice résultant du manquement à ces dispositions.

2.3. Dispositions relatives aux entreprises locataires de services

L'utilisateur qui s'enregistre en tant qu'entreprise locataire de services sur le site Internet ou sur l'appli doit avoir son siège en Suisse. L'entreprise locataire de services s'engage en outre à observer et respecter toutes les conventions collectives de travail (ci-après «CCT») applicables à son entreprise. L'entreprise locataire de services est tenue de respecter toutes les dispositions de la législation du travail, toutes les dispositions de la loi sur la protection des données et toutes les lois applicables à son entreprise et garantit qu'elle dispose de toutes les autorisations nécessaires pour exercer son activité.

Si l'entreprise locataire de services omet de signaler son appartenance à une CCT ou fournit une information incorrecte ou incomplète, elle sera redevable à Coople d'une pénalité contractuelle de CHF 5'000.-.

Coople se réserve le droit de faire valoir tout autre préjudice résultant du manquement à cette obligation.

2.4. Dispositions relatives aux agents

Un agent est un salarié ou un mandataire de Coople. L'agent mandaté par Coople qui effectue plus de 10 placements par année déclare qu'il est en possession des autorisations nécessaires pour placer de la main d'œuvre.

Les agents sont tenus de traiter avec soin et de façon confidentielle l'ensemble des données et des secrets d'affaires qui ont été portés à leur connaissance.

3. Enregistrement des utilisateurs

Tout utilisateur doit préalablement s'enregistrer sur le site Internet et/ou l'appli avant de pouvoir faire appel aux services de Coople disponibles sur le site et/ou sur l'appli. L'utilisateur reçoit un nom d'utilisateur et un mot de passe qu'il devra saisir lors de chaque ouverture de session sur le site Internet ou sur l'appli.

Le nom d'utilisateur et le mot de passe doivent être conservés soigneusement et ne pas être communiqués à des tiers. Un éventuel dommage résultant de leur communication à un tiers ou de leur perte est à la charge exclusive de l'utilisateur. Toute responsabilité de Coople est exclue.

Coople peut bloquer, retirer, suspendre ou modifier le site Internet et/ou l'appli, en tout ou en partie, sans avis préalable. Coople décline toute responsabilité en

cas d'indisponibilité du site Internet ou de l'appli à un certain moment ou pour une certaine période, quelle qu'en soit la raison.

Coople n'assume aucune responsabilité pour les dommages qui seraient causés par d'éventuels virus ou autres composants nuisibles du fait de l'utilisation du site Internet, de l'appli ou du serveur.

Il incombe aux utilisateurs de prendre toutes les mesures nécessaires pour avoir accès au site Internet et à l'appli. Il leur revient également de s'assurer que toutes les personnes accédant au site Internet ou à l'appli au moyen de leur connexion Internet ont connaissance des présentes conditions d'utilisation et de toutes autres conditions applicables et les respectent.

Les utilisateurs enregistrés peuvent également participer à notre programme de recommandation. Lorsqu'un utilisateur s'inscrit à ce programme, il reçoit un lien de recommandation personnel qu'il peut transmettre à ses contacts. Les autres détails relatifs à ce programme ainsi que les conditions qui le régissent sont arrêtés avec l'utilisateur dans une convention distincte.

4. Enregistrement des salariés et des établissements d'affectation par un agent

Un établissement d'affectation ou un salarié qui s'enregistrent sur le site Internet suite aux démarches d'un agent s'engagent à utiliser le lien envoyé par l'agent, celui-ci permettant d'identifier l'agent.

Les établissements d'affectation et les salariés enregistrés par un agent sont attribués audit agent pendant toute la durée de leur enregistrement sur le site Internet et sur l'appli. Un changement d'agent est seulement possible dans les conditions suivantes:

- conclusion d'un accord entre l'établissement d'affectation/le salarié et l'agent;
- manquement grave de l'agent à ses obligations;
- présence d'un juste motif.

Coople décide d'un éventuel changement après audition des parties et selon sa propre appréciation.

En cas de manquement d'un agent à ses obligations, le salarié/l'établissement d'affectation est tenu d'en informer Coople au moyen du formulaire de contact disponible sur le site Internet ou sur l'appli.

5. Refus d'accès au site Internet ou à l'appli

5.1.Principes

Les utilisateurs (salariés, établissements d'affectation et agents) s'engagent à répondre à toutes les questions conformément à la vérité et à fournir uniquement des informations exactes lors de leur enregistrement. Coople se réserve le droit de procéder à des contrôles aléatoires afin de s'assurer de la véracité des informations.

Dans le cas où Coople constaterait qu'une déclaration est fautive, l'accès au site Internet et à l'appli serait refusé à l'utilisateur et le contrat réputé résilié dans le délai le plus bref. Par ailleurs, Coople se réserve le droit d'engager des poursuites judiciaires, y compris de déposer une dénonciation pénale.

Le système exploité par Coople requiert de la part des utilisateurs qu'ils fournissent des informations ou qu'ils remettent/téléchargent des documents lors de leur enregistrement ou à d'autres occasions. Les utilisateurs s'engagent à donner suite aux demandes dans les délais impartis ou, en l'absence de délai, sous trois jours ouvrés. Dans le cas contraire, et après avoir réitéré la demande, Coople se réserve le droit de refuser l'accès de l'utilisateur au site Internet et à l'appli. Ce refus constitue parallèlement une résiliation du contrat dans le délai le plus bref.

L'accès au site Internet et à l'appli peut également être refusé et le contrat réputé résilié dans le plus bref délai si un salarié/un établissement d'affectation n'utilise pas le lien reçu de l'agent, tout en sachant que c'est grâce aux efforts de l'agent qu'il s'est enregistré sur le site Internet ou sur l'appli. L'interdiction d'accès au site Internet et la résiliation du contrat ne se font toutefois qu'après audition des personnes concernées par Coople.

En outre, Coople se réserve le droit à tout moment et selon sa libre appréciation de refuser l'accès d'un utilisateur au site Internet et à l'appli, notamment si la réputation de Coople est menacée.

L'utilisateur dont l'accès au site Internet et à l'appli a été bloqué n'a droit à aucuns dommages-intérêts.

5.2.Dispositions relatives aux salariés

L'accès au site Internet et à l'appli est notamment refusé au salarié qui commet des actes de délinquance dans son établissement d'affectation, qui ignore de façon répétée les consignes de son établissement d'affectation, qui ne se présente pas au travail sans être excusé ou qui commet hors de l'établissement d'affectation une infraction pénale qui compromet de façon significative son aptitude à être placé par Coople.

L'accès au site Internet ou à l'appli peut également être refusé par Coople à un salarié dont l'évaluation se situe en dessous d'un certain niveau.

5.3.Dispositions relatives aux établissements d'affectation

L'accès au site Internet et à l'appli est notamment refusé à un établissement d'affectation qui n'est pas en mesure de régler les créances de Coople dans les délais, contre lequel une poursuite a été engagée ou une faillite ouverte ou qui a déposé une demande de sursis concordataire. Coople se réserve le droit de demander en tout temps des informations sur les poursuites concernant un établissement d'affectation.

L'accès au site Internet et à l'appli peut également être refusé par Coople à un établissement d'affectation dont l'évaluation se situe en dessous d'un certain niveau.

5.4. Dispositions relatives aux agents

L'accès au site Internet et l'appli est notamment refusé à un agent si, à plusieurs reprises, les salariés ou les établissements d'affectation qui sont enregistrés sur le site ou l'appli par le lien reçu de l'agent ne remplissent pas leurs obligations, et notamment s'ils ne se présentent pas au travail ou s'ils ne remplissent pas leur obligation de paiement envers Coople de façon répétée.

6. Publication de contenus et communication avec d'autres utilisateurs

6.1. Règles standard concernant les contributions des utilisateurs

Les règles standard énoncées dans cette section s'appliquent à toutes les fonctionnalités du site Internet et de l'appli qui vous permettent de télécharger des contenus ou de communiquer avec un autre utilisateur.

- a) Les contributions doivent dans tous les cas
 - (i) être matériellement exactes (lorsqu'elles portent sur des faits);
 - (ii) refléter les convictions de leur auteur (lorsqu'elles portent sur des opinions);
 - (iii) se conformer aux lois et réglementations locales, nationales et internationales.

- b) Les contributions ne doivent en aucun cas
 - (i) diffamer autrui;
 - (ii) contenir des propos obscènes, injurieux, haineux ou incitants à la haine;
 - (iii) diffuser des contenus à caractère sexuel;
 - (iv) inciter à la violence;
 - (v) discriminer à raison de la race, du sexe, de la confession, de la nationalité, d'un handicap, de l'orientation sexuelle ou de l'âge;

- (vi) enfreindre les droits d'auteur, droits de base de données ou marques commerciales d'autrui;
 - (vii) contenir des propos susceptibles d'induire autrui en erreur;
 - (viii) enfreindre une obligation juridique vis-à-vis d'autrui, par exemple obligations découlant d'un contrat ou d'un accord de confidentialité;
 - (ix) inciter à commettre des actes illicites;
 - (x) menacer ou transgresser la vie privée d'autrui, ni provoquer contrariété, désagréments ou troubles indus;
 - (xi) viser à importuner, troubler, irriter ou embarrasser autrui;
 - (xii) être utilisées en vue de se faire passer pour un tiers ou de présenter de manière fallacieuse la relation avec un tiers;
 - (xiii) susciter l'impression erronée qu'elles émanent de nous;
 - (xiv) approuver des actes illicites, tels que la violation de droits d'auteur, l'utilisation abusive d'ordinateurs, etc., ni inciter ou contribuer à de tels actes.
- c) En plus des sections (a) et (b) qui précèdent, vous devez vous abstenir de façon générale, dans le cadre de la communication avec d'autres utilisateurs,
- (i) de mentir à d'autres utilisateurs ou de les induire en erreur;
 - (ii) d'envoyer du matériel publicitaire ou promotionnel non sollicité ou non autorisé, du courrier indésirable, des spams ou des chaînes de lettres;
 - (iii) de contacter d'autres utilisateurs à des fins apparentées sans rapport avec des possibilités d'emploi;
 - (iv) d'utiliser des données à caractère personnel concernant d'autres utilisateurs, incluant mais sans s'y limiter leur nom, leur adresse électronique et leur adresse postale, sans leur accord explicite.

(Ces règles sont appelées ci-après «règles standard»)

6.2. Vos contenus

Vous confirmez que vous utilisez toutes les fonctionnalités permettant de charger des contenus sur le site Internet et/ou sur l'appli et/ou de communiquer avec d'autres utilisateurs exclusivement dans le respect des règles standard. Vous confirmez en outre que vous nous indemnisez pour toute perte et tout préjudice résultant du manquement à l'obligation précitée.

Tous les contenus chargés sur le site Internet et/ou sur l'appli par des salariés peuvent être consultés par les entreprises locataires de services. De même, tous les contenus chargés par les entreprises locataires de services peuvent être consultés par les salariés. Si vous êtes un salarié, vous pouvez visualiser un aperçu des données qui s'affichent lorsqu'une entreprise locataire de services recherche un travailleur. Vous conservez l'intégralité des droits de propriété sur vos contenus, mais vous nous accordez une licence permanente, mondiale, non exclusive, gratuite et cessible d'utilisation, d'enregistrement et de reproduction de ces contenus. De plus, vous nous autorisez à transmettre ou à mettre à la disposition de tiers les contenus conformément à l'alinéa précédent.

Par ailleurs, nous avons le droit de divulguer votre identité à toute personne faisant valoir que les contenus que vous avez publiés ou chargés sur le site Internet et/ou sur l'appli constituent une violation de ses droits d'auteur ou de propriété intellectuelle ou de son droit au respect de la vie privée.

Vous n'êtes pas autorisé à divulguer à des tiers les données d'un autre utilisateur, sauf si cette divulgation est nécessaire pour son évaluation et soumise à des obligations de confidentialité similaires.

Nous déclinons toute responsabilité à l'égard de tiers quant au contenu ou à l'exactitude des contenus publiés par vous ou par d'autres utilisateurs sur notre site Internet et/ou notre appli.

Nous nous réservons le droit de supprimer les contenus que vous publiez sur notre site Internet et/ou sur notre appli si nous estimons que votre contribution n'est pas en conformité avec les règles standard.

Les opinions exprimées par d'autres utilisateurs sur notre site Internet ou notre appli ne constituent pas l'expression de nos opinions et valeurs. Vous êtes seul responsable de la sauvegarde de vos données.

7. Système d'évaluation

Coople dispose d'un système d'évaluation visible par chaque utilisateur enregistré pour des raisons d'assurance de la qualité.

Dans les trois jours suivant la fin de la mission, les salariés doivent fournir une évaluation sur leur établissement d'affectation et inversement, et se prononcer par exemple sur l'amabilité, la ponctualité, la fiabilité et les compétences professionnelles. Ces critères d'évaluation peuvent être redéfinis à tout moment par Coople. L'évaluation doit être faite de façon consciencieuse et correspondre à l'impression réelle. L'utilisateur peut contester les évaluations par écrit dans un délai de cinq jours ouvrés suivant leur publication sur le site Internet ou sur l'appli. La réclamation doit indiquer les motifs pour lesquels l'évaluation donnée ne correspond pas aux critères objectifs. Dans ce cas, Coople tentera de trouver une solution avec les personnes concernées. En l'absence de réclamation dans le délai imparti, l'évaluation sera réputée approuvée et confirmée.

8. DISPOSITIONS FINALES

8.1. Acceptation et champ d'application des présentes conditions générales

Les présentes conditions générales (désignées ci-après par "CG") sont réputées acceptées dès lors que l'utilisateur accède au site Internet ou à l'appli. L'utilisateur (établissement d'affectation, salarié et agent) accepte expressément les présentes CG en cochant la case prévue à cet effet lors de son enregistrement.

Les CG ne s'appliquent pas uniquement à l'utilisation du site Internet ou de l'appli, mais font partie intégrante de tout contrat passé avec Coople.

8.2. Droit de propriété intellectuelle

Les prestations de services, les informations, les illustrations, la documentation, etc. contenues sur le site Internet ou sur l'appli appartiennent entièrement et exclusivement à Coople. Ainsi, sauf mention expresse contraire, le droit d'auteur et les droits voisins sont détenus par Coople. Les contenus peuvent être utilisés librement. Il est toutefois interdit de copier, de modifier, de relier à d'autres, de transmettre ou de publier ailleurs tout ou partie des contenus du site Internet et de l'appli sans l'accord écrit préalable exprès de Coople.

8.3. Droit de marques

« Coople » est une marque enregistrée au registre suisse des marques.

8.4. Exclusion de responsabilité

Coople décline toute responsabilité pour le fonctionnement sans erreur et sans interruption du site Internet ou de l'appli. Par ailleurs, Coople décline toute responsabilité en cas de dommage causé par des virus ou d'autres programmes malveillants provenant de l'utilisation du site Internet, de l'appli ou du serveur.

Coople décline toute responsabilité en cas de dommages ou de dommages consécutifs liés à l'utilisation ou à la non-utilisation du site Internet ou de l'appli. Coople décline également toute responsabilité en cas de manipulation du système informatique de l'utilisateur suite à son utilisation d'Internet. Enfin, Coople décline toute responsabilité dans les limites autorisées par la loi.

8.5. Références et liens vers d'autres sites internet

Des liens vers d'autres sites Internet sont indiqués sur le site Internet de Coople. Coople n'a aucune influence sur le contenu de ces sites et ne peut dès lors pas en être tenue responsable. L'utilisateur assume l'entière responsabilité en cas d'accès à ces sites Internet.

8.6. Modification des présentes CG

Coople est autorisée à tout moment à modifier les présentes CG. Les dispositions modifiées seront dûment publiées sur le site Internet et sur l'appli. En cas de refus d'acceptation des modifications par un utilisateur, celui-ci doit en informer Coople par écrit dans les 10 jours suivant leur publication. À défaut de contestation, les nouvelles dispositions sont réputées acceptées. L'utilisateur accepte sans réserve les présentes CG dans leur version en vigueur lors de chaque connexion au site Internet ou à l'appli.

8.7. Clause salvatrice

Si une quelconque clause des présentes dispositions vient à s'avérer illicite, invalide ou inapplicable pour quelque raison que ce soit, elle sera considérée comme dissociable de l'ensemble des conditions. La licéité, la validité et l'applicabilité des conditions restantes n'en seront pas affectées.

8.8. Contradictions entre les dispositions

En cas de contradiction entre les présentes dispositions et les Dispositions générales relatives au contrat de mission et au contrat de location de services, ce sont ces dernières qui priment, sauf convention contraire.

8.9. Droit applicable et for

Le droit suisse est exclusivement applicable. Le for est au siège de Coople, sous réserve d'un autre for impératif désigné par la loi.